



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

| Direction régionale des affaires culturelles
Auvergne Rhône-Alpes

MARCHÉ DE PRESTATIONS DE SERVICE

—

SERVICES DE MESURES DE LA PRÉSENCE DE PLOMB - CATHÉDRALE NOTRE-DAME DE L'ASSOMPTION DE CLERMONT-FERRAND -

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Numéro de consultation : M2025-01-CRMH-ARA

POUVOIR ADJUDICATEUR / ACHETEUR :

MINISTÈRE DE LA CULTURE - DRAC AUVERGNE RHÔNE-ALPES

CONSERVATION RÉGIONALE DES MONUMENTS HISTORIQUES (CRMH)

SITE DE LYON : LE GRENIER D'ABONDANCE, 6 QUAI SAINT-VINCENT, 69283 LYON CEDEX 01

SITE DE CLERMONT-FERRAND : HOTEL DE CHAZERAT, 4 RUE BLAISE PASCAL, BP378, 63010 CLERMONT-FERRAND CEDEX 1

TEL : 04 72 00 44 00 // 04 73 41 27 00

SIRET : 176 904 605 00035 // 176 904 605 00159

SOMMAIRE

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales	4
1.1. <i>Objet du marché</i>	4
1.2. <i>Procédure, forme, et montant maximum du marché</i>	4
1.3. <i>Décomposition en tranches et lots</i>	4
1.4. <i>Variantes</i>	4
1.5. <i>Lieu d'exécution du marché</i>	4
1.6. <i>Groupement d'opérateur économiques</i>	4
Article 2 : Intervenants.....	5
2.1. <i>Maître d'ouvrage</i>	5
2.2. <i>Maître d'œuvre / OPC travaux de restauration</i>	5
2.3. <i>Maître d'œuvre problématique plomb et amiante sur chantier</i>	5
2.4. <i>Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS)</i>	6
Article 3 : Pièces contractuelles du marché.....	6
Article 4 : Durée et délai d'exécution du marché	6
Article 5 : Réalisation de prestations similaires	7
Article 6 : Modalités d'exécution des prestations.....	7
6.1. <i>Représentation des parties</i>	7
6.1.1. <i>Représentation de l'acheteur</i>	7
6.1.2. <i>Représentation du titulaire</i>	7
6.2. <i>Mise en œuvre du marché</i>	8
6.3. <i>Accès au site</i>	9
6.4. <i>Obligations du titulaire</i>	9
6.4.1. <i>Obligation de se conformer aux directives de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage</i>	9
6.4.2. <i>Obligation de conseil</i>	10
6.4.3. <i>Obligation d'information</i>	10
6.4.4. <i>Respect du site patrimonial et des offices religieux</i>	10
6.4.5. <i>Mesures et interdictions liées à la sécurité et à la santé</i>	10
6.4.6. <i>Obligations environnementales</i>	11
6.4.7. <i>Responsabilité du titulaire</i>	12
6.5. <i>Conflit d'intérêt</i>	12
6.6. <i>Pilotage des prestations</i>	12
6.7. <i>Contractualisation des comptes-rendus hebdomadaires de la MOE</i>	12
6.8. <i>Opérations de constatation de l'exécution des prestations</i>	13
Article 7 : Protection des données à caractère personnel (RGPD)	13
Article 8 : Confidentialité	13
Article 9 : Régime des connaissances antérieures et des résultats	13
Article 10 : Régime financier	14
10.1. <i>Forme et contenu des prix du marché</i>	14

10.2.	<i>Variation des prix</i>	14
10.2.1.	<i>Actualisation du prix</i>	15
10.2.2.	<i>Révision du prix</i>	15
10.3.	<i>Avance</i>	15
10.4.	<i>Modalités financières et modalités de facturation</i>	16
10.4.1.	<i>Monnaie</i>	16
10.4.2.	<i>Taux de TVA</i>	16
10.4.3.	<i>Acomptes</i>	16
10.4.4.	<i>Retenue de garantie</i>	16
10.4.5.	<i>Demandes de paiement</i>	17
10.4.5.1.	<i>Contenu des factures</i>	17
10.4.5.2.	<i>Calcul du montant de la facture</i>	17
10.4.5.3.	<i>Transmission de la facture</i>	17
10.4.6.	<i>Acceptation de la demande de paiement</i>	18
10.4.7.	<i>Contestation de la demande de paiement</i>	19
10.4.8.	<i>Délai de paiement</i>	19
10.4.9.	<i>Répartition des paiements entre cotraitants</i>	19
10.4.10.	<i>Modifications financières pour circonstances imprévisibles</i>	20
Article 11 :	<i>Pénalités</i>	21
11.1.	<i>Pénalité pour non-respect des délais d'exécution</i>	21
11.2.	<i>Pénalités pour absence injustifiée ou retards aux réunions de chantier</i>	21
11.3.	<i>Pénalités pour non-respect du site</i>	21
11.4.	<i>Pénalités pour non-respect des obligations environnementales</i>	22
11.5.	<i>Pénalité pour non-respect de la réglementation sur la protection des données personnelles</i>	22
11.6.	<i>Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité</i>	22
Article 12 :	<i>Lutte contre le travail dissimulé</i>	23
Article 13 :	<i>Autres obligations administratives</i>	23
Article 14 :	<i>Sous-traitance</i>	24
Article 15 :	<i>Langue</i>	24
Article 16 :	<i>Assurances</i>	24
Article 17 :	<i>Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail</i>	25
Article 18 :	<i>Protection de l'environnement, sécurité et santé</i>	25
Article 19 :	<i>Résiliation du marché</i>	25
Article 20 :	<i>Exécution aux frais et risques du titulaire</i>	25
Article 21 :	<i>Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger</i>	25
Article 22 :	<i>Dérogations au CCAG-FCS</i>	26

Article 1 : Objet du marché – Dispositions générales

1.1. *Objet du marché*

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) porte sur un marché de services de mesures (prélèvements et analyse) de la présence de plomb dans l'enceinte et à l'extérieur de la Cathédrale Notre-Dame-de-l'Assomption de Clermont-Ferrand (63 – Puy-de-Dôme), dans le cadre de travaux de restauration des parties hautes prioritaires de l'édifice.

Code CPV : 90715200-4 – Autres services de recherche en matière de pollution

1.2. *Procédure, forme, et montant maximum du marché*

Le présent marché est conclu selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2124-2-1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande au sens des articles L. 2125-1-1°, et R.2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique. Les bons de commandes sont émis par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de l'apparition des besoins.

Cet accord-cadre est passé sans minimum en quantité ou en valeur, **mais avec un maximum en valeur de 200.000 € HT sur toute la durée de l'accord-cadre**, conformément à l'article R.2162-4 du code de la commande publique.

1.3. *Décomposition en tranches et lots*

Il n'est pas prévu de décomposition du marché en lots ou en tranches.

1.4. *Variantes*

Le présent marché ne comporte pas de variante.

1.5. *Lieu d'exécution du marché*

Les prestations du marché se dérouleront sur le site de la Cathédrale Notre-Dame-de-l'Assomption, place de la Victoire, 63000 CLERMONT-FERRAND.

1.6. *Groupement d'opérateur économiques*

Dans le cas où le présent marché serait attribué à un groupement d'opérateurs économiques, celui-ci pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Article 2 : Intervenants

Le présent marché est exécuté dans le cadre de travaux de restauration de la Cathédrale de Clermont-Ferrand, concernant spécifiquement les parties hautes prioritaires de l'édifice, et faisant notamment intervenir un maître d'œuvre chargé des travaux de restauration proprement dits (qui assure également la mission d'ordonnancement, pilotage et coordination – OPC), et un maître d'œuvre dédié à la problématique du plomb et de l'amiante sur le chantier, sous la direction duquel est placé le titulaire du présent marché.

2.1. Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

La DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES (DRAC) AUVERGNE RHÔNE-ALPES - MINISTÈRE DE LA CULTURE

Conservation Régionale des Monuments Historiques (CRMH)

Site de Clermont-Ferrand : Hôtel de Chazerat, 4 rue Blaise Pascal, BP378, 63010 Clermont-Ferrand cedex 1.

SIRET : 176 904 605 00159

Tel : 04 73 41 27 00

2.2. Maître d'œuvre / OPC travaux de restauration

La maîtrise d'œuvre et la mission d'OPC relatives aux travaux de restauration de la Cathédrale est assurée par :

COVALENCE ARCHITECTES SAS

Siège social : 136 rue de Bagnolet, 75020 PARIS

SIRET : 504 792 748 00114

Tel : 01 42 74 06 59

2.3. Maître d'œuvre problématique plomb et amiante sur chantier

La maîtrise d'œuvre relative à la problématique du plomb et de l'amiante sur le chantier de restauration est assurée par :

ANTEA SAS

Siège social : ZAC du Moulin, CS 30602, 803 boulevard Duhamel du Monceau, 45166 OLIVET cedex

Agence locale : ZI du Brezet, 5 rue Louis Blériot, Bâtiment D, 63100 CLERMONT-FERRAND

SIRET : 393 206 735 00598

2.4. Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé (CSPS)

La mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS) est assurée par :

EXELL SÉCURITÉ

52 avenue Marcel Paul, 93 290 TREMBLAY EN France

Article 3 : Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du présent marché sont les suivantes par ordre décroissant de priorité :

- L'acte d'engagement (AE), le Bordereau des prix unitaires (BPU) annexé à l'AE, et ses autres annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), ses cinq annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, dans sa version en vigueur au jour de la conclusion du présent marché ;
- Les réponses aux demandes de précisions sur l'offre remise par le titulaire ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

La signature de l'acte d'engagement du marché vaut acceptation sans réserve de toutes les pièces et documents contenus dans le dossier de consultation des entreprises.

Seuls les exemplaires originaux des pièces contractuelles ci-avant listées, conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur, font foi.

Les conditions générales de vente du titulaire, de ses fournisseurs ou de ses sous-traitants ne sont pas applicables au présent marché.

Article 4 : Durée et délai d'exécution du marché

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois à compter de la date de sa notification, qui constitue le point de départ de son délai d'exécution.

Il peut être reconduit tacitement par périodes successives de six mois, dans la limite de quatre reconductions ; la durée totale du marché ne pourra donc excéder quatre ans.

Le pouvoir adjudicateur, s'il souhaite ne pas reconduire le marché, en informe le titulaire par écrit au moins 2 mois avant l'échéance de chaque période annuelle.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire ne pourra pas le refuser. La non-reconduction du marché ne donne droit à aucune indemnité.

Quelles que soient les raisons ayant motivé la non-reconduction, la validité du contrat court jusqu'au terme de la période en cours.

La date prévisionnelle de début d'exécution du marché est estimée autour de début/mi-avril 2025.

L'émission de bons de commande sur le fondement du présent accord-cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de celui-ci. La durée d'exécution des bons de commande pourra aller jusqu'à six mois au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre.

Article 5 : Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Article 6 : Modalités d'exécution des prestations

6.1. Représentation des parties

6.1.1. Représentation de l'acheteur

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

6.1.2. Représentation du titulaire

Le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est désigné au plus tard à la notification du marché.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire doit proposer à l'acheteur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom et le curriculum vitae, dans un délai de sept jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'information mentionnée à l'alinéa précédent.

Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de sept jours calendaires à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'un nouveau délai de sept jours calendaires pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par l'acheteur est motivée.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, le marché peut être résilié pour faute du titulaire.

6.2. Mise en œuvre du marché

L'accord-cadre est mis en œuvre au moyen de bons de commande, émis au fur et à mesure de la survenance des besoins, sur la base des prix unitaires fixés au BPU remis avec son offre par le titulaire.

Ces bons de commande sont notifiés au titulaire par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur, en cours d'exécution du contrat.

Chaque bon de commande précise les prestations dont l'exécution est demandée et en détermine la quantité ainsi que le délai d'exécution conformément aux documents contractuels du marché.

À défaut de précision dans le bon de commande, le délai d'exécution de celui-ci court à compter de la date de sa notification au titulaire.

Chaque bon de commande contient à minima :

- la date et le numéro du bon de commande,
- les coordonnées du titulaire,
- les références du marché sur le fondement duquel il est émis,
- le détail de la prestation demandée et le ou les prix unitaires,
- le cas échéant, le délai ou les dates d'exécution,
- le lieu d'exécution,
- l'adresse de facturation,
- le montant HT, le taux et le montant de la TVA, ainsi que le montant TTC du bon de commande.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Chaque bon de commande est transmis au titulaire par l'un des moyens ci-dessous :

- par courrier recommandé avec accusé de réception (date d'arrivée du courrier recommandé faisant foi),
- par mail à l'adresse électronique du titulaire, telle que mentionné dans son acte d'engagement, avec accusé de réception,
- remise directe au titulaire contre récépissé.

Le cas échéant, l'exécution du marché pourra également donner lieu à la notification d'ordres de service au titulaire, signés et notifiés par toute personne habilitée à cette fin par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Chaque ordre de service est transmis par l'un des moyens ci-dessous :

- Transmission par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- Transmission par mail avec accusé de réception ;
- Remise directe au titulaire contre récépissé.

6.3. Accès au site

Un badge d'accès à la zone chantier sera fourni au titulaire (à restituer à l'issue de l'exécution du marché).

L'accès au site se fera aux horaires spécifiques fixés par le pouvoir adjudicateur et transmis au titulaire au démarrage et en cours d'exécution du marché.

6.4. Obligations du titulaire

6.4.1. Obligation de se conformer aux directives de la maîtrise d'œuvre et de la maîtrise d'ouvrage

Le titulaire exécutera ses prestations en conformité avec les directives qui lui seront transmises par les intervenants mentionnés à l'article 2 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), en particulier celles du maître d'œuvre dédié à la problématique plomb et du maître d'ouvrage.

Il est également tenu de répondre à toute demande d'information émanant d'autres intervenants sur le chantier qui serait nécessaire à la bonne exécution des prestations de ceux-ci.

6.4.2. Obligation de conseil

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux matériels et prestations fournies à l'acheteur. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution des prestations, sur tout point lié à l'objet du marché qui pourrait faire l'objet de propositions d'optimisation, et, de ce fait, à la réduction des coûts.

6.4.3. Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de ses prestations.

6.4.4. Respect du site patrimonial et des offices religieux

La qualité de monument historique du site d'intervention, de même que son caractère religieux, imposent au titulaire le plus grand respect du lieu et de ses usagers dans l'exécution de ses prestations.

Le titulaire est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection des ouvrages existants et notamment des éléments anciens, épiderme, parement, moulure, sculpture et peinture. Le titulaire n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature trouvés sur le site.

Le pouvoir adjudicateur ne tolérera aucune dégradation matérielle du bâtiment par le titulaire, y compris si elle est accidentelle. Une telle dégradation, dès lors qu'elle serait imputable au titulaire sur la foi des constats effectués sur le site, exposerait celui-ci à la prise en charge intégrale des réparations nécessaires et à d'éventuelles poursuites judiciaires. De même, dans un tel cas, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire, conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-FCS et de faire exécuter les prestations restant à accomplir par un tiers aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Le titulaire exécutera ses prestations les plus bruyantes en-dehors des horaires des cérémonies religieuses et autres offices ou manifestations accueillant du public, et conformément aux instructions du représentant de l'occupant sur site et/ou du pouvoir adjudicateur.

À l'exception du bruit directement causé par l'exécution des prestations demandées et qui ne peut être évité par le titulaire, le silence des lieux devra être respecté (pas de musique, ni de poste de radio, etc.).

6.4.5. Mesures et interdictions liées à la sécurité et à la santé

Un plan de prévention ainsi qu'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) devront être établis par le titulaire et remis à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre avant toute intervention sur le site, conformément aux dispositions du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et de la réglementation applicable.

Les règles de sécurité contre les risques d'incendie doivent être strictement respectées durant l'intervention.

Le titulaire doit obtenir l'accord du pouvoir adjudicateur avant l'utilisation de tout matériel assimilable à une source de chaleur, nécessaire à l'exécution des prestations. L'utilisation éventuelle d'outils tels que chalumeaux, meuleuses ou appareils de soudure nécessite l'obtention d'un permis de feu, dont le titulaire devra justifier auprès du pouvoir adjudicateur.

Les intervenants du titulaire ont l'interdiction absolue de fumer dans l'enceinte de la Cathédrale. En cas de non-respect de cette interdiction, le titulaire s'expose à une pénalité conformément à l'article 11 du présent CCAP.

6.4.6. Obligations environnementales

Conformément à l'article 9 du cahier des clauses techniques particulières (CCTP), le titulaire veille à limiter son impact environnemental dans le cadre de la réalisation de ses prestations.

La planification des prestations devra permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins du chantier, d'éviter la circulation sur les réseaux routiers pendant les heures de pointe.

Également, le titulaire favorisera les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Le titulaire veille également à réduire autant que possible l'utilisation d'emballages et la production de déchets dans le cadre de l'exécution des prestations.

La gestion des déchets créés lors de l'exécution des prestations est à la charge du titulaire.

Aucun stockage sur site n'est autorisé, le titulaire a donc pour obligation d'évacuer immédiatement tous déchets. En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

Lors de leur évacuation, les emballages et déchets seront orientés par le titulaire vers des filières de recyclage ou de réemploi.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des emballages et des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion conforme aux exigences du présent CCTP et aux exigences réglementaires (notamment en ce qui concerne les déchets dangereux).

6.4.7. Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

En outre, si le titulaire est amené, dans le cadre de l'exécution du présent marché, à détenir, conserver ou faire transiter des données et informations concernant l'administration ou ses agents, sur un système d'information externe à l'administration, il est alors tenu de mettre en œuvre toutes les mesures propres à assurer la sécurité de ces données et informations.

6.5. Conflit d'intérêt

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

6.6. Pilotage des prestations

Le présent marché débutera par une réunion de lancement organisée sur site par le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre plomb, afin notamment de s'assurer de la bonne compréhension mutuelle des prestations à mener, de ses conditions d'exécution et du planning d'intervention à respecter par le titulaire.

Par la suite, la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre organiseront toutes les réunions intermédiaires d'avancement nécessaires auxquelles le titulaire sera tenu d'assister.

6.7. Contractualisation des comptes-rendus hebdomadaires de la MOE

En phase travaux, des comptes-rendus hebdomadaires seront émis par la maîtrise d'œuvre. Ceux-ci seront contractuels sous 5 jours après leurs émissions. Si une des parties veut émettre des remarques, des réserves sur un compte-rendu, ces remarques, réserves doivent être transmises par mail ou autre document écrit pendant la période de 5 jours avant la contractualisation du compte-rendu.

6.8. Opérations de constatation de l'exécution des prestations

Les opérations de vérification des prestations fournies et les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Article 7 : Protection des données à caractère personnel (RGPD)

Dans l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu, au même titre que le pouvoir adjudicateur, au respect des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS.

Les parties devront notamment se conformer au règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, dit « Règlement général sur la protection des données – RGPD », ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles.

Pour rappel, selon le RGPD, les obligations du titulaire du présent marché vis-à-vis du responsable du traitement de données à caractère personnel (pouvoir adjudicateur) sont, le cas échéant, les suivantes :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement ;
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...) ;
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut ;
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement ;
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués ;
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous- traitant de second rang ;
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement ;
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc. ;
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Article 8 : Confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1 du CCAG-FCS concernant l'obligation de confidentialité qui s'impose aux parties.

Article 9 : Régime des connaissances antérieures et des résultats

Le cas échéant, les dispositions du Chapitre 6 (articles 34 à 37) du CCAG-FCS s'appliquent au présent marché concernant le régime des connaissances antérieures et des résultats.

Article 10 : Régime financier

10.1. Forme et contenu des prix du marché

Les prix du présent marché sont des prix unitaires. Ils sont fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU) remis par le titulaire avec son offre et annexé à l'acte d'engagement (AE).

Ils s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux CCAP et CCTP du marché et dans l'offre technique du titulaire.

Le montant des prestations à exécuter est calculé par application des prix du BPU aux quantités commandées.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 18.2 du CCAG-FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Les prix du marché comprennent également la participation à toutes les réunions et la production de tous les comptes-rendus nécessaires au bon accomplissement de la mission et tous les frais éventuels de restauration, d'hébergement, et de déplacement des interventions liées aux prestations sur site.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et avoir élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

En cas de cotraitance, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées au sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

10.2. Variation des prix

Conformément à l'article 10.1.2 du CCAG-FCS, les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois Mo correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

10.2.1. Actualisation du prix

Si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la date de remise de l'offre (initiale ou finale) par le titulaire, les prix fixés dans son offre sont actualisés selon la formule suivante :

$$P = Po (I-3 / Io)$$

dans laquelle

P = prix actualisé,

Po = prix fixé dans l'offre du titulaire,

Io = valeur de l'indice ICT en vigueur au mois de remise de l'offre (initiale ou finale) par le titulaire,

I-3 = valeur de l'indice ICT trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

10.2.2. Révision du prix

Les prix du présent marché ne sont pas révisables.

10.3. Avance

Une avance sera versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique sauf s'il y renonce dans l'acte d'engagement.

L'avance est versée en cas de marché ou bon de commande d'un montant supérieur à 50 000€ HT, lorsque son délai d'exécution est supérieur à deux mois. Le montant de l'avance est calculé sur la base du montant initial TTC du marché ou du bon de commande concerné.

Le montant de l'avance est de 5 % du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

Dans le cas où le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du code de la commande publique, le montant de l'avance est porté à 30% du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date de notification du marché ou du bon de commande au titulaire.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, ou au sous-traitant le cas échéant, et intervient lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché ou du bon de commande est compris entre 55 % et 80% du montant TTC du marché ou du bon de commande concerné.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire concerné indiquant le montant des prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

10.4. Modalités financières et modalités de facturation

10.4.1. Monnaie

L'unité monétaire applicable au présent marché est l'Euro.

10.4.2. Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

10.4.3. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes.

Concernant le présent marché, la périodicité du versement des acomptes est fixée à 1 mois.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement. Les acomptes sont mis en paiement après certification du service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif et ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

10.4.4. Retenue de garantie

Il n'est pas appliqué de retenue de garantie au présent marché.

10.4.5. Demandes de paiement

10.4.5.1. Contenu des factures

Les factures sont établies par le titulaire conformément aux prescriptions légales et aux dispositions de l'article 11.3 du CCAG-FCS.

Chaque facture comporte les indications suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La référence du marché ou du bon de commande concerné (numéro d'engagement juridique) ;
- la désignation du débiteur (pouvoir adjudicateur) ;
- le nom, les coordonnées et le numéro de SIRET du créancier (titulaire, ou cotraitant ou sous-traitant le cas échéant) ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est mentionné dans l'acte d'engagement ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du contrat.

Les factures afférentes au règlement des prestations sont établies en un original.

L'absence d'une des mentions obligatoires, et plus particulièrement la référence du marché ou du bon de commande, entraîne le renvoi de la facture et suspend le délai de paiement jusqu'à réception d'une nouvelle facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Cette seconde facture devra porter la date réelle de son émission et non la date de la facture initiale.

10.4.5.2. Calcul du montant de la facture

Le calcul des sommes dues est établi par le pouvoir adjudicateur à l'émission de chaque bon de commande, conformément aux prix indiqués au Bordereau des prix unitaires (BPU) et aux quantités commandées.

10.4.5.3. Transmission de la facture

La transmission des factures intervient après l'admission par le pouvoir adjudicateur des prestations auxquelles elles se rapportent.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les factures.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

10.4.6. Acceptation de la demande de paiement

Les paiements au titulaire sont effectués sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

L'acheteur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par le pouvoir adjudicateur, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

10.4.7. Contestation de la demande de paiement

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, le pouvoir adjudicateur règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

10.4.8. Délai de paiement

Le paiement est effectué dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le pouvoir adjudicateur, sauf désaccord du service gestionnaire du marché.

Conformément à l'article L2192-13 du Code de la commande publique, en cas de retard dans les paiements, le titulaire bénéficiera, sans formalités, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du même code.

10.4.9. Répartition des paiements entre cotraitants

En cas d'attribution du présent marché à un groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, sous réserve de la transmission, par le mandataire, de la répartition des paiements à effectuer entre les cotraitants.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

L'acceptation éventuelle d'un règlement séparé à un cotraitant solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

10.4.10. Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du Code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

À l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

Article 11 : Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire ne saurait être exonéré d'aucune pénalité. En outre, le montant total des pénalités, toutes pénalités confondues, n'est pas plafonné.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

11.1. Pénalité pour non-respect des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais d'exécution s'agissant des interventions sur site, le titulaire subira, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de **DEUX-CENT EUROS (200 €)** par jour calendaire de retard.

En cas de non remise des livrables dans les délais prévus au cahier des clauses techniques particulières (article 6 CCTP) et sur simple constatation du MOa et/ou MOe, une pénalité de **DEUX CENTS EUROS (200 €)** par jour calendaire de retard et par document sera appliquée.

11.2. Pénalités pour absence injustifiée ou retards aux réunions de chantier

L'absence non justifiée du représentant du titulaire à une réunion de chantier à laquelle sa présence est demandée par la maîtrise d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre (à minima 48h ouvrés avant la réunion) entraînera l'application, sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de **CINQ-CENTS EUROS (500 €)** par manquement.

Les retards répétés du représentant du titulaire aux réunions de chantier auxquels il est convoqué pourront donner lieu à l'application d'une pénalité de **CINQUANTE EUROS (50 €)** par manquement après rappel à l'ordre non suivi d'effet.

11.3. Pénalités pour non-respect du site

Le non-respect, par le titulaire, des contraintes liées au caractère religieux et public du lieu conformément aux dispositions de l'article 6.4.4 du présent CCAP, entraînera l'application d'une pénalité de **CINQUANTE EUROS (50 €)** par manquement, sans mise en demeure préalable.

En cas de constatation d'un intervenant en train de fumer sur le chantier, le titulaire subira une pénalité de **CINQUANTE EUROS (50 €)**, sans mise en demeure préalable.

La réparation des dégradations matérielles du bâtiment causées par le titulaire, telles que mentionnées à l'article 6.4.4 du présent CCAP, sera intégralement à sa charge.

En cas de retard constaté par le pouvoir adjudicateur dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements qui ont été occupés par l'exécution des prestations, le titulaire encourt une pénalité de **CENT EUROS (100 €)** par jour calendaire de retard, après mise en demeure restée infructueuse.

11.4. Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de non-respect des prescriptions environnementales prévues dans la réglementation nationale ou locale, la Notice environnementale, ou le PRE et PGD ou autres documents du titulaire, il sera appliqué une pénalité de **MILLE EUROS (1000 €)** par manquement constaté par le maître d'ouvrage ou par des personnes habilitées par celui. Ce non-respect peut concerner les domaines suivants :

- Eau et sol
- Déchets
- Air
- Bruit
- Biodiversité

En cas d'absence de production d'un justificatif de traçabilité du traitement des déchets, demandé par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 6.4.6 du présent CCAP, le titulaire se verra appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de **CINQUANTE EUROS (50 €)** par manquement.

11.5. Pénalité pour non-respect de la réglementation sur la protection des données personnelles

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du RGPD, le pouvoir adjudicateur peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire par manquement de **CENT-CINQUANTE EUROS (150 €)**.

11.6. Pénalité pour non-respect de l'obligation de confidentialité

Tout manquement du titulaire à l'obligation de confidentialité mentionnée à l'article 8 du présent CCAP fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de **DEUX-MILLE EUROS (2000 €)**, sans mise en demeure préalable.

Article 12 : Lutte contre le travail dissimulé

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, et conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le dispositif suivant sera appliqué :

Avant la signature du contrat :

Le pouvoir adjudicateur sollicite de l'attributaire du marché, la production des pièces établissant qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales, qu'il est en conformité avec la réglementation du code du travail relative au travail dissimulé et qu'il ne fait l'objet d'aucun motif d'exclusion de la procédure de passation du marché conformément aux articles L2141-1 à L2141-11 du code de la commande publique.

En cours d'exécution du contrat :

1. Le titulaire fournit au pouvoir adjudicateur, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat et sans qu'il soit besoin de les lui demander, les mêmes pièces que celles exigées lors de la signature du contrat.
2. Dans le cas où un agent de contrôle lui signalerait que le titulaire ou ses sous-traitants ne respectent pas leurs obligations, le pouvoir adjudicateur les mettra en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, de régulariser leur situation et d'en apporter la preuve (fourniture des mêmes pièces justificatives à jour).

Au cas où le titulaire n'aurait pas donné suite à cette injonction, en régularisant la situation, dans un délai de deux mois à compter de la réception de la mise en demeure, le pouvoir adjudicateur peut :

- a) appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 1000 €, dans les limites suivantes :
 - le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du contrat ;
 - le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
- b) résilier le contrat sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 13 : Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution du présent marché et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Article 14 : Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous- traitants par l'acheteur et de l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant, et conformément dispositions des articles L. 2193-1 et suivants et R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS. Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire doit adresser à l'acheteur un dossier comprenant :

- un acte spécial (imprimé DC4) renseigné et signé,
- les pièces justifiant les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant,
- les attestations fiscales et sociales du sous-traitant,
- l'extrait K-bis ou inscription au RCS du sous-traitant,
- le RIB du sous-traitant, le cas échéant.

Article 15 : Langue

Tous les documents remis par le titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

Article 16 : Assurances

Conformément à l'article 9.1 du CCAG-FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-FCS, le titulaire aura justifié être détenteur de ces contrats d'assurances par la production d'une ou plusieurs attestations établissant l'étendue de la responsabilité garantie (avec indication de la nature, de la durée et des montants des garanties) avant l'attribution du présent marché.

À tout moment durant l'exécution du contrat, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations, sur simple demande écrite du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Article 17 : Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Les prescriptions de l'article 6 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

Article 18 : Protection de l'environnement, sécurité et santé

Les prescriptions de l'article 7 du CCAG-FCS s'appliquent au présent contrat.

Article 19 : Résiliation du marché

Le présent marché peut être résilié conformément aux dispositions du Chapitre 7 (articles 38 à 44) du CCAG-FCS.

Article 20 : Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter tout ou partie des prestations du présent marché par un tiers aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

Article 21 : Dispositions applicables en cas de litige / prestataire étranger

En cas de différends ou litiges, les dispositions de l'article 46 du CCAG-FCS s'appliquent.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Ils privilégient notamment le recours au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises, conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

Le présent marché public est soumis au droit français.

En cas de litige avec un prestataire étranger, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs au contrat sont rédigés en français.

Article 22 : Dérogations au CCAG-FCS

Le présent CCAP déroge aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Articles du CCAG - FCS
3	Pièces contractuelles du marché	Ordre de priorité des pièces du marché	4.1
6.1.2	Représentation du titulaire	Délai de remplacement d'un intervenant du titulaire (à son initiative)	3.4.3
11	Pénalités	Exonération, plafonnement, montants et conditions de mise en œuvre des pénalités	14.1
16	Assurances	Production attestation d'assurance	9.2